



Novembre 2012

Criminalité, chiffrages et erreurs de diagnostics

Toujours plus formatés par la cybernétique, les grands quotidiens d'information semblent désormais incapables de s'extraire de l'instantané, d'inscrire leur réflexion dans la temporalité. Au-delà d'un tropisme bobo-gauche caviar, cela conduit ces journaux à émettre des jugements plutôt malheureux - quand ils ne sont pas carrément consternants.

Exemple : la réflexion - la même bien sûr, dans tous ces quotidiens, prise sous la dictée du ministère concerné : "comme c'est drôle ! La "délinquance" (noter ici l'évitement bienséant du mot 'crime') baisse, alors qu' augmente le sentiment d'insécurité! Suivez mon regard-bobo : des beaufs et autres attardés ont plus peur que voici un an, alors qu'entre temps, ce qui les effarouche a diminué" !

Conclusion : voilà bien la peur irrationnelle et futile de simples affolés par les sirènes extrémistes.

Sauf que bien sûr, ce raisonnement à courte vue théorise en paradoxe sa propre ignorance, en oubliant une cruciale disposition de l'esprit humain, connue de quiconque étudie la temporalité : l'orientation *en-vue-de*. Car toujours, l'être humain réfléchit et agit d'usage, *en-vue-de*. Si l'étudiant travaille, c'est en-vue-de réussir des examens, préludes à sa carrière. Si le couple économise, c'est en-vue-de s'offrir une voiture ou des vacances. Et ainsi de suite.

Ainsi, comme nul être humain au monde ne songerait à préparer un voyage avec un guide touristique périmé, il ne regarde jamais non plus les statistiques criminelles passées - ou de n'importe quoi d'autre, d'ailleurs - pour se dire ensuite "Ah, sympa ! La criminalité a baissé en 2011, donc j'aurai moins peur en 2012". De toute éternité, la sagesse humaine sait que prolonger les courbes ne décide pas de l'avenir - et le raisonnement à plat, sans orientation temporelle, moins encore.

Donc quand on l'interroge sur l'insécurité, le citoyen moyen ne se rue pas sur les statistiques (en hausse ou en baisse, qu'importe) de 2011 pour, de là, envisager 2012. Tout au contraire puise-t-il dans son vécu quotidien (la "sphère des évidences courantes" disent les philosophes) des éléments partant desquels il s'inquiète, ou non, de l'avenir. Assuré qu'il ne peut être agressé ou cambriolé dans le passé, il évalue à l'évidence des risques qu'il encourt dans l'avenir,

non ceux du fugitif moment présent ni bien sûr de ceux du passé.

Les commentaires arrogants et ironiques des médias-bobo visent ainsi un raisonnement pertinent, quoiqu'instinctif : en matière criminelle, pense la population, demain sera sans doute pire qu'aujourd'hui. Voilà pourquoi augmente aujourd'hui - raisonnablement, pas hystériquement - la crainte qu'elle éprouve.

Seconde mauvaise habitude de dirigeants politiques (quels qu'ils soient) incestueusement liés aux médias : la surenchère verbale. Quand on ne peut, ou ne veut, frapper fort, on parle plus haut. Quitte, en parlant à tort et à travers, à se compliquer ensuite la tâche.

Là encore, tout le monde sait - ou devrait savoir - qu'en matière de diagnostic la nomination est cruciale - qu'elle est tout, sauf une simple argutie sémantique. Car nommer oriente décisivement l'avenir et donc, permet la solution du problème. "Panaris" diagnostique le médecin, ou bien "cancer" - et la suite, le traitement, découlent de là.

C'est pourquoi il est navrant d'entendre une pléthore de ministres - et de médias bien sûr à leur suite, sans la moindre nuance critique - parler de mafia en Corse.

Car il n'y a pas de mafia en Corse, mais un milieu criminel (certes, tonique) - et même, de mafia, il ne peut y en avoir

dans l'Île de Beauté. Voilà une décennie, le criminologue italien Pino Arlacchi, récent secrétaire général adjoint de l'ONU pour le crime et la drogue, a brillamment distingué entre les terres du *Mezzogiorno* vouées à l'agriculture (Sicile, Campanie, Calabre) et celles de pâturages et bergeries (Sardaigne). Or même un enfant sait qu'on trouve des mafias dans les premières (respectivement, Cosa nostra, Camorra, Ndrangheta) et *aucune* en Sardaigne non plus qu'en Corse, pour le même motif.

Erreurs d'orientation temporelle, incapacité à diagnostiquer - tels sont les ingrédients majeurs d'une future crise criminelle - bien plus que quelques chiffres issus du passé.

NB - note pour la police de la pensée : Pino Arlacchi a longtemps milité au Parti (post-communiste) démocratique de la gauche, et est aujourd'hui député européen du parti qui défend les valeurs de la magistrature et de l'Etat de droit.